

Première rencontre avec la Ministre de la Fonction publique

La CFDT Fonctions publiques a rencontré Marylise Lebranchu Ministre de la réforme de l'État, de la décentralisation et de la Fonction publique le 30 mai. Cette première rencontre a été l'occasion de présenter les revendications portées par la CFDT Fonctions publiques autour des sujets concernant au premier chef l'ensemble des agents.

La Ministre, accompagnée de Serge Bossini, son Directeur de cabinet a rappelé en préambule les engagements pris par le Premier Ministre et le Président de la République en matière de dialogue social. Une première conférence de méthode aura lieu le 5 juin. Puis, début juillet, une grande conférence sociale sera organisée sur plusieurs jours, conférence au sein de laquelle seront menés des travaux plus spécifiques sur la Fonction publique. Les négociations qui seront ouvertes s'inscriront dans un contexte budgétaire contraint,

La CFDT Fonctions publiques a ensuite répondu. Tout d'abord en précisant que nous sommes conscients des contraintes qui pèseront sur les sujets à aborder, mais cela ne nous amènera pas à renoncer à porter les attentes des personnels que nous représentons.

Pour la CFDT Fonctions publiques, il est absolument indispensable de renouer au mieux le **dialogue social**, en définissant une méthode partagée. En ce sens, les annonces du gouvernement semblent aller dans le bon sens, sans pour autant préjuger du contenu des négociations. Par ailleurs, un dialogue social de qualité nécessite des moyens matériels et humains. Il conviendra donc de reprendre rapidement les discussions autour du décret sur les moyens des organisations syndicales ainsi que sur le parcours professionnels et la validation des compétences acquises par les militants responsables syndicaux.

Le quinquennat qui débute s'est ouvert sur l'annonce de l'arrêt de la RGPP. Outre les conséquences directes sur les agents qui ont durement vécu ces dernières années, et la nécessité de rétablir la confiance, la CFDT Fonctions publiques souhaite qu'après le nécessaire débat sur les missions et leur priorisation, les questions de l'**emploi public** et des effectifs dans la Fonction publique soient traitées.

Ensuite, la CFDT Fonctions publiques a souhaité traiter du **pouvoir d'achat**. Après deux années de gel de la valeur du point, il est indispensable que le gouvernement donne un signe positif. Mais aussi, après plusieurs années de mesures beaucoup trop individuels et d'idéologie du mérite, la CFDT souhaite que les mesures à venir soient beaucoup plus collectives. Outre une mesure rapide sur la valeur du point, et la suppression immédiate de la journée de carence, nous attendons donc l'ouverture d'une négociation globale et d'ampleur sur les grilles de rémunération, y compris en traitant de l'épineux sujet des niveaux de recrutement.

Le dernier point que la CFDT Fonctions publiques souhaite enfin voir traité est celui du **parcours professionnels** des agents, ce qui permettrait de discuter en toute transparence de la formation (pré- et post-recrutement et tout au long de la carrière), mais aussi des mobilités choisies et des fins de carrière.

Enfin, la CFDT Fonctions publiques a rappelé les points sur lesquels un travail est engagé mais non abouti et qu'il est indispensable de poursuivre : le volet "réparation" de l'accord Santé et sécurité au travail, l'emploi des personnes en situation de handicap, le volet "moyens du syndicalisme" des accords de Bercy sur le dialogue social, l'égalité professionnelle, et enfin le volet "construction de garanties collectives" de l'accord sur la sécurisation des parcours des agents contractuels.

Rendez-vous est désormais pris pour les semaines et mois à venir afin de traduire nos attentes revendicatives en actes pour l'ensemble des agents publics.

La délégation de la CFDT Fonctions publiques : Brigitte Jumel, Mylène Jacquot, Marie-Odile Esch et Dominique Coiffard.